

Le problème des répondants discrets dans les sondages et l'anticipation du vote final

Analyse des sondages publics effectués pendant les dix consultations électorales tenues au Québec entre 1970 et 1994

1. Introduction

Le but du présent texte est de faire l'analyse la plus complète possible de l'évolution de l'opinion publique aux cours des dix consultations tenues depuis 1970 au Québec, et dans lesquelles était impliqué un parti souverainiste: ce sont les élections provinciales de 1970, 1973, 1976, 1981, 1985, 1989 et 1994, de l'élection fédérale de 1993, ainsi que des référendums de 1980 et de 1992.

À cette fin, nous nous servons de tous les *sondages publics* parus entre le moment du déclenchement d'une élection et le jour du vote: nous appelons sondages publics les sondages dont les résultats ont été diffusés par les médias, et qui ont donc été accessibles pour tout le monde. Parmi ces sondages, nous n'avons retenu que ceux qui fournissent, outre les intentions de vote pour les différents partis politiques, le pourcentage d'électeurs discrets («ne sais pas», «ne répond pas», «refuse de répondre», etc.). Il y a eu 100 sondages publics en campagne électorale depuis 1970 respectant ces critères (5 en 1970, 3 en 1973, 3 en 1976, 11 en 1980, 4 en 1981, 11 en 1985, 7 en 1989, 22 en 1992, 27 en 1993 et 7 en 1994) auxquels il faut ajouter les 22 sondages publics préréférendaires publiés depuis un an. La liste de ces sondages, avec les données pertinentes, apparaît dans l'annexe 1.

2. Message et bruit de fond

Chaque sondage politique nous livre un message: dans le cas des sondages électoraux, ce message est l'état de l'opinion publique au moment du

sondage, c'est-à-dire la répartition des intentions de vote entre les différents partis politiques ou les différentes options lors des référendums. Ce message est cependant brouillé par un bruit de fond qui peut, dans certains cas, rendre le message pratiquement inintelligible.

La principale source de bruit de fond est imposée par la méthode elle-même: le choix aléatoire des répondants selon une méthode appropriée d'échantillonnage introduit une incertitude associée à une marge de précision. On dira que le résultat du sondage est entaché d'un certain degré de précision (p. ex. plus ou moins 3 %), avec un certain degré de probabilité (95 % des chances, ou dix-neuf fois sur vingt). Ainsi, si dans un sondage un parti obtient l'appui de 45 % des répondants avec un échantillon de 1000 répondants environ, on conclura que le véritable appui pour ce parti se situe entre 42 % et 48 % (45 % plus ou moins 3 %), et que cette conclusion a 95 % des chances d'être vraie, la vraie valeur demeurant toujours inconnue à défaut d'un recensement exhaustif des opinions (seul le vote réalise effectivement ce dénombrement exhaustif). Même si l'on ne peut affirmer pour un sondage en particulier que la réalité se trouve bien dans les marges d'incertitude, la méthode mathématique garantit que sur une longue série de sondages, les différentes estimations se situent en moyenne près de la valeur recherchée.

Mais dans les sondages électoraux plusieurs autres sources de bruit de fond compliquent le problème. En particulier, un certain nombre de répondants ne fournissent pas d'information sur leurs intentions de vote: il ne savent pas, ou bien ils refusent de répondre, ou encore ils se déclarent indécis. C'est donc dire qu'avant de faire une induction de l'échantillon à l'ensemble de la population, on doit d'abord faire une induction des répondants à l'ensemble de l'échantillon: on doit donc en premier lieu répartir les non-répondants. Ces non-répondants, nous les appelons des **répondants discrets** plutôt que des **indécis**, car l'expérience montre que souvent la catégorie «ne sais pas» est une catégorie refuge pour les répondants qui ne veulent pas exprimer leur opinion dans le cadre de l'enquête, et non pas qui sont indécis dans leur opinion: notre expérience courante, mais aussi les enquêtes plus qualitatives montrent que le nombre de personnes réellement

indécises est très faible, même si par ailleurs les personnes qui changent d'opinion peuvent être relativement nombreuses.

Le problème est donc d'abord de répartir les électeurs discrets dans les différentes catégories d'opinion de manière à ce que la somme des opinions exprimées totalise 100 %: quand on sait que la proportion de ces électeurs discrets se situe généralement autour de 10-15 %, mais qu'elle peut atteindre des valeurs beaucoup plus élevées (30, 40 et parfois 50 %), on voit l'importance du problème de la pondération de ces non-réponses pour anticiper le résultat final du vote.

La méthode la plus simple consiste à répartir les électeurs discrets au prorata de ceux qui ont donné une réponse, c'est-à-dire de faire comme s'ils n'existaient pas, ou encore comme si leur opinion avait la même répartition statistique que l'opinion de ceux qui ont exprimé une opinion ferme. On se doute bien que cette méthode ne saurait être valable dans la plupart des cas, et jamais dans les cas où le fait de taire son opinion est lié à la position sociale des électeurs discrets (sexe, âge, éducation, profession, revenu, etc.) ou encore à leur opinion politique (de nombreuses enquêtes ont montré que les électeurs adhérant à des idéologies extrémistes, comme les électeurs du Front national en France actuellement, ont tendance à être plus discrets que la moyenne, ce qui a pour effet de sous-estimer systématiquement la force du parti de Le Pen dans les sondages, tout comme les sondages français sous-estimaient jadis la force du Parti communiste).

Comme l'a souvent rappelé Pierre Bourdieu, la répartition au prorata procède de la même logique que le processus électoral lui-même qui ne comptabilise pas les abstentions ni les votes annulés dans le décompte du résultat final: du point de vue sociologique, **la répartition au prorata n'a de chances d'être valide que par accident, puisque toutes les enquêtes confirment que les électeurs discrets ne se répartissent pas uniformément dans les différentes catégories sociales.**

3. Répondants discrets et abstentions

L'erreur à éviter est donc de confondre répondants discrets et abstentionnistes, ce que la méthode de répartition au prorata fait inévitablement, puisque, du point de vue strictement statistique, faire l'hypothèse que la répartition du vote sera la même que la répartition des opinions exprimées, c'est faire comme si les répondants ayant exprimé leurs opinions dans le sondage étaient assimilables à ceux qui vont s'exprimer par leur vote, ou encore comme si les répondants discrets étaient assimilables aux abstentionnistes à l'élection.

Or, comme le révèle le tableau suivant, il n'y a que des rapports accidentels entre le pourcentage de répondants discrets dans les sondages et le pourcentage d'abstentions dans les consultations.

Comparaison entre le pourcentage de répondants discrets dans les sondages
et le pourcentage d'abstentions dans les consultations

1970-1994

	Taux moyen de répondants discrets dans les sondages	Abstentions lors du vote
Élection de 1970	32,9 %	15,8 %
Élection de 1973	31,5 %	19,6 %
Élection de 1976	35,8 %	14,7 %
Référendum de 1980	16,5 %	14,4 %
Élection de 1981	15,9 %	17,5 %
Élection de 1985	18,1 %	24,3 %
Élection de 1989	17,1 %	25,0 %
Référendum de 1992	20,9 %	17,2 %
Élection fédérale de 1993	32,6 %	22,9 %
Élection de 1994	15,1 %	18,4 %

Le nombre de répondants discrets ne reflète pas forcément le niveau d'indécision des électeurs ou la difficulté de leur choix dans une consultation particulière: il mesure aussi le savoir faire des sondeurs. Il est remarquable, en effet, que dans les années soixante-dix, alors que les sondeurs québécois en étaient à leurs premières armes, les répondants discrets représentent en moyenne le tiers des répondants, alors qu'aujourd'hui, vingt ans plus tard, il représentent moins du cinquième des répondants (exception faite de l'élection fédérale de 1993, mais cette exception s'explique aisément par le fait qu'il s'agit alors principalement de la série de sondages quotidiens effectués par SOM pour *La Presse* et, donc dans des conditions de travail passablement difficiles).

Nous pensons, en fait, que le pourcentage de répondants discrets reflète beaucoup plus l'habileté des sondeurs qu'un état réel de l'opinion publique: pour s'en convaincre il n'y a qu'à consulter les tableaux de l'annexe 1. On y voit que la proportion de répondants discrets varie énormément d'un sondage à l'autre à l'intérieur d'une même campagne électorale: ainsi en 1994 la proportion de discrets, à quelques jours d'intervalle, prend les valeurs successives de 13,0 %, 17,7 %, 10,0 %, 7,0 %, 17,7 %, 14,0 % et 26,0 %. Si la proportion de répondants discrets reflétait une difficulté réelle des répondants d'arrêter leur choix, donc un état réel de l'opinion publique, les différents sondeurs devraient arriver à des taux semblables. **Ce n'est pratiquement jamais le cas.**

Le pourcentage d'abstentions, pour sa part, suit un mouvement complètement différent: jusqu'en 1981 il est très faible (moins de 20 %, et aussi peu que 14,4 % au référendum de 1980 alors qu'il a atteint son minimum historique depuis 1867), pour remonter dans les années quatre-vingt au quart des électeurs inscrits, et de nouveau retrouver son niveau des années soixante-dix depuis le début des années quatre-vingt-dix. À l'élection fédérale de 1993, les abstentions atteignent les 23 %, mais cela n'est pas très surprenant: aux élections fédérales le niveau des abstentions est plus élevé qu'aux élections provinciales depuis le début des années soixante.

L'analyse des sondages montre que les électeurs discrets se retrouvent habituellement en surnombre dans **certaines catégories de type socio-démographique**: on en retrouve davantage chez les femmes que chez les hommes, davantage parmi les personnes âgées que parmi les jeunes, etc. La discrétion dans l'expression de ses opinions politiques reflète souvent l'adhésion à des sous-cultures politiques, en particulier chez les personnes âgées, c'est-à-dire socialisées à une époque où il pouvait être périlleux d'afficher, et donc d'exprimer, ses idées politiques (la discrétion permettant de ne pas révéler que l'on n'avait pas voté «du bon bord»). Pareillement, la discrétion des Canadiens-français dans les sondages, et pas seulement dans les sondages politiques, est un phénomène bien connu dont les sondeurs se sont toujours désolés dans le passé. Quant ces différentes catégories socio-démographiques se cumulent chez un même individu (sexe, âge, origine ethnique, etc.), le niveau de discrétion dans l'expression publique de ses opinions frise parfois l'autocensure.

L'analyse des résultats électoraux montre par contre que l'abstentionnisme est avant tout **un phénomène sociologique et politique**. Il y a d'abord un **abstentionnisme forcé** lié aux circonstances individuelles. Un certain nombre d'électeurs sont empêchés d'aller voter par toutes sortes de contingences imprévisibles: maladie, difficultés de déplacement, conditions de température, obligations familiales ou professionnelles diverses, voyages, empêchements de dernière minute, etc. Toutes les lois électorales visent aujourd'hui à faciliter de plus en plus le vote (vote anticipé, vote par correspondance, vote par procuration, accessibilité des lieux de votation, allongement des heures de votation, matériel électoral, etc.), sans toutefois abaisser significativement cet abstentionnisme forcé que l'on peut estimer à 7-8 % du corps électoral: même dans les pays où le vote est obligatoire, et dans lesquels l'abstention est sanctionnée par des amendes, la participation électorale dépasse difficilement les 90 %, et atteint rarement les 95 %. Cet abstentionnisme forcé varie faiblement d'une élection à l'autre, mais il connaît un fort taux de renouvellement interne: d'une élection à l'autre il ne s'agit pas des mêmes électeurs.

La seconde composante de l'abstentionnisme électoral, est **l'abstentionnisme structurel d'isolement sociologique**: les catégories sociales qui s'abstiennent le plus sont les catégories sociales les plus défavorisées aux plans matériel, culturel, affectif. On retrouve davantage d'abstentionnistes parmi les personnes faiblement scolarisées que parmi les personnes les plus scolarisées, davantage parmi les inactifs que parmi les actifs, davantage parmi les chômeurs que parmi ceux qui travaillent, davantage parmi ceux qui travaillent à temps partiel que parmi ceux qui travaillent à temps plein, davantage en milieu rural, surtout périphérique, qu'en milieu urbain, davantage parmi les jeunes que parmi les vieux, etc. Cet abstentionnisme d'isolement sociologique est de type structurel. Il varie faiblement d'une élection à l'autre, et il se renouvelle peu: d'une élection à l'autre il s'agit en gros des mêmes électeurs. Il représente lui aussi environ 7 à 8 % du corps électoral. La carte des abstentions montre que ce sont toujours les mêmes circonscriptions qui s'abstiennent le plus, et cela quelque soit le niveau général de participation à une consultation: les circonscriptions les plus abstentionnistes sont les circonscriptions périphériques (Abitibi-Témiscamingue, Côte-Nord, Bas-Saint-Laurent, comtés limitrophes des Cantons de l'Est et de l'Outaouais), ainsi que les circonscriptions défavorisées urbaines (Centre-sud à Montréal, Longueuil, circonscriptions centrales de la ville de Québec), alors que les circonscriptions les plus participationnistes sont toujours les couronnes de banlieues de Montréal et Québec.

La troisième composante de l'abstentionnisme électoral est **l'abstentionnisme de conjoncture politique**. Les enjeux d'une consultation particulière, le contexte politique, le système des partis, le personnel politique, les programmes des partis, le déroulement de la campagne électorale, etc., sont des facteurs de motivation ou de démotivation des électeurs qui gonflent ou dégonflent le nombre des abstentions. C'est ce qui explique par exemple que dans les élections municipales ou scolaires les taux d'abstention soient si élevés: les électeurs se sentent peu concernés par ces élections non législatives, alors que dans les référendums ou dans les élections de conjoncture forte, leur motivation est très élevée. C'est ce qui se produisit en 1980, par exemple, alors qu'avec

seulement 14,4 % d'abstentions on a eu pratiquement le plein vote. La motivation ou le manque de motivation peuvent aussi toucher des segments de l'électorat délimités sur une base sociologique: ainsi, par exemple, les circonscriptions anglophones votent davantage depuis que le Parti québécois est présent sur la scène politique. Parfois ce sont les électeurs d'un parti qui s'abstiennent en plus grand nombre, comme par exemple les électeurs péquistes en 1985. Cet abstentionnisme conjoncturel varie énormément d'une élection à l'autre, et il connaît aussi un fort renouvellement interne: il s'agit rarement d'une élection à l'autre des mêmes électeurs.

Évidemment les sondages ne permettent pas d'étudier convenablement l'abstentionnisme, car le nombre de personnes qui répondent qu'ils n'iront pas voter (5 % dans le meilleur des cas) est très inférieur au nombre d'abstentions réelles (toujours supérieur à 15 %). Pour ce faire il faudrait disposer d'un sondage post-électoral qui mesure ce comportement: ce fut le cas du sondage effectué par SONDAGEM quelques semaines après l'élection de 1994 (entre le 24 septembre et le 3 octobre) pour le compte de *TVA-Le Devoir*. Si dans ce sondage 22 % des répondants ont déclaré qu'ils n'ont pas été voter (alors que le taux d'abstention en 1994 s'est élevé à 18,4 %), ce pourcentage est de 29 % parmi les moins de 24 ans mais de 19 % parmi les plus de 65 ans, de 30 % parmi personnes ayant moins de 7 ans de scolarité mais de 16 % parmi celles ayant plus de 16 ans scolarité, de 23 % parmi les francophones mais de 16 % parmi les anglophones, de 25 % parmi les personnes ayant un revenu inférieur à 30.000 \$ mais de 16 % parmi ceux ayant un revenu supérieur à 50.000 \$, de 31 % parmi les personnes travaillant à temps partiel mais de 22 % parmi celles travaillant à temps plein, de 19 % à Montréal mais de 26 % en province, alors qu'il n'y a pas de différence significative entre les hommes et les femmes (22 % contre 23 %): ces données illustrent l'abstentionnisme structurel d'isolement sociologique.

Mais ce sondage était aussi ce que les sociologues appellent un *panel*: on avait réinterrogé les personnes rejointes dans le sondage effectué par SONDAGEM quelques jours avant l'élection. À ce moment-là, 13 % des répondants étaient discrets pour l'ensemble de l'échantillon: le pourcentage de

répondants discrets n'était que de 4 % parmi les moins de 24 ans mais de 21 % parmi les personnes âgées de 55 ans ou plus, de 15 % parmi les femmes mais de 10 % parmi les hommes. Par contre pour les caractéristiques qui expliquent l'abstentionnisme structurel ou conjoncturel, le sondage ne révèle pas de différences significatives: ainsi le pourcentage de répondants discrets était de 13 % parmi les francophones et de 12 % parmi les anglophones, de 11 % parmi les personnes travaillant à temps plein et de 12 % parmi celles travaillant à temps partiel, de 12 % parmi ceux qui gagnent moins de 30.000 \$ et de 9 % parmi celles gagnant plus de 50.000 \$, de 13 % à Montréal et de 12 % en province, etc. Seule la scolarité fournit une différence significative: les répondants faiblement scolarisés étaient plus discrets (21 %) que ceux fortement scolarisés (10 %). **En somme la distribution statistique des répondants discrets ne correspond pas à la distribution statistique des abstentionnistes.**

De plus, ce sondage en panel permet de connaître le taux d'abstention à l'élection de ceux qui étaient discrets avant l'élection: 23 % des répondants discrets sur leur intention de vote avant l'élection déclarent n'avoir pas été voter, à peine plus que l'ensemble de l'échantillon (22 %). Par contre seulement 15 % de ceux qui avaient déclaré avoir l'intention d'appuyer le Parti libéral se sont abstenus, contre 27 % de ceux qui avaient déclaré avoir l'intention d'appuyer le Parti québécois, ce qui est un nouvel exemple d'abstentionnisme de conjoncture politique. Si les péquistes avaient autant voté que les libéraux, les résultats de l'élection eussent été fort différents.

En conclusion, les répondants discrets et les abstentionnistes ne sont pas des catégories équivalentes, et la pondération des répondants discrets au prorata des réponses fermes introduit une distorsion systématique dans l'estimation du résultat du vote. C'est ce que nous appelons l'effet «ciseaux».

4. L'effet «ciseaux», ou le tassement apparent du vote souverainiste

Si nous procédons selon la méthode habituelle, c'est-à-dire si l'on répartit les répondants discrets au prorata des réponses fermes, on obtient les résultats illustrés dans les graphiques 1 à 10 de l'annexe 2. En examinant ces graphiques on constate qu'**en règle générale le vote souverainiste le jour de l'élection est inférieur aux intentions de vote révélées par les sondages selon la pondération au prorata, alors qu'inversement le vote libéral le jour de l'élection est supérieur aux intentions de vote révélées par les sondages selon la pondération au prorata.**

Le tableau qui suit fournit, pour chaque consultation, les différences entre les résultats des élections et la moyenne des sondages selon la pondération au prorata. On constate que dans tous les cas, le camp fédéraliste obtient un bonus qui varie entre + 1,5 % en 1976 et + 9,1 % en 1970: en moyenne le camp fédéraliste obtient un bonus de + 4,2 %. Inversement, le camp souverainiste, à quelques exceptions près, subit un handicap qui varie de - 2,6 % en 1994 à - 7,9 % en 1980: en moyenne le camp souverainiste subit un handicap de - 2,6 %. Les seules exceptions pour le camp souverainiste furent l'élection de 1973 (+ 1,6 %), l'élection de 1989 (+ 0,6 %) et l'élection fédérale de 1993(+ 0,7 %).

Mais il y a plus: lorsque l'on examine les graphiques 1 à 10, on remarque que le résultat final des consultations ne s'inscrit pas en prolongation avec une tendance dessinée par les sondages. Si tel était le cas, le résultat du vote serait l'aboutissement d'un mouvement de l'opinion qui se serait amorcé en cours de campagne électorale. Au contraire, dans la majorité des graphiques, le mouvement des opinions est souvent assez chaotique, et au moment de vote il y a une brusque croissance du vote fédéraliste et une brusque décroissance du vote souverainiste: c'est ce que nous appelons l'effet «ciseaux», car dans bien des cas les courbes s'écartent comme les deux lames d'une paire de ciseaux.

L'effet «ciseaux»

Comparaison de la moyenne des sondages selon la répartition au prorata
avec les résultats des consultations

1970-1994			
	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1970			
moyenne des sondages	36,3 %	29,4 %	34,2 %
résultats de l'élection	45,4 %	23,0 %	31,6 %
différence	+ 9,1 %	- 6,4 %	- 2,6 %
Élection de 1973			
moyenne des sondages	52,2 %	28,7 %	19,0 %
résultats de l'élection	54,6 %	30,3 %	15,1 %
différence	+ 2,4 %	+ 1,6 %	- 3,9 %
Élection de 1976			
moyenne des sondages	33,3 %	43,9 %	22,8 %
résultats de l'élection	33,7 %	41,4 %	24,9 %
différence	+ 0,4 %	- 2,5 %	+ 2,1 %
	NON	OUI	
Référendum de 1980			
moyenne des sondages	51,7 %	48,3 %	
résultats du référendum	59,6 %	40,4 %	
différence	+ 7,9 %	- 7,9 %	
	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1981			
moyenne des sondages	41,9 %	53,7 %	4,4 %
résultats de l'élection	46,1 %	49,3 %	4,7 %
différence	+ 4,2 %	- 4,4 %	+ 0,3 %
Élection de 1985			

moyenne des sondages	49,7 %	41,3 %	<hr/> 9,0 %
résultats de l'élection	56,0 %	38,7 %	5,4 %
différence	+ 6,3 %	- 2,6 %	- 3,6 %

L'effet «ciseaux» (suite)

Comparaison de la moyenne des sondages selon la répartition au prorata
avec les résultats des consultations

1970-1994			
	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1989			
moyenne des sondages	47,6 %	39,5 %	12,9 %
résultats de l'élection	50,0 %	40,1 %	9,9 %
différence	+ 2,4 %	+ 0,6 %	- 3,0 %
	OUI	NON	
Référendum de 1992			
moyenne des sondages	41,1 %	58,9 %	
résultats du référendum	43,3 %	56,7 %	
différence	+ 2,2 %	- 2,2 %	
	Parti libéral	Bloc québécois	Autres
Élection de 1993			
moyenne des sondages	27,2 %	48,6 %	24,3 %
résultats de l'élection	33,0 %	49,3 %	17,7 %
différence	+ 5,8 %	+ 0,7 %	- 6,6 %
	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1994			
moyenne des sondages	42,9 %	47,4 %	9,7 %
résultats de l'élection	44,4 %	44,8 %	10,9 %
différence	+ 1,5 %	- 2,6 %	+ 1,2 %
	fédéralistes	souverainistes	
moyenne des différences	+ 4,2 %	- 2,6 %	
	NON	OUI	

moyenne des sondages	56,9 %	43,1 %
1994-1995		

Comment interpréter ce phénomène assez constant? On l'a souvent rattaché à des événements de la fin de la campagne électorale (notamment en 1970 avec le «coup de la Brink's»), et interprété comme un brusque changement d'opinion à la toute fin de celle-ci. La faiblesse de cette explication réside cependant dans le fait que maintenant depuis dix consultations, ce phénomène se reproduit avec une grande régularité, et cela même quand les souverainistes remportent l'élection: on a alors dans les graphiques une paire de ciseaux inversée (comme en 1976, 1981, 1992, 1993 et 1994), mais là encore le vote souverainiste recule par rapport aux sondages et le vote fédéraliste s'accroît.

Ou bien une série d'événements fortuits se produisent à la fin de chaque campagne électorale, et le hasard fait que chaque fois ils défavorisent le camp souverainiste, même lorsqu'il gagne, ce qui est assez invraisemblable comme explication; ou bien il se produit un phénomène sous-jacent qui est constant et qui a pour effet de donner l'illusion de l'effet «ciseaux», alors qu'en fait il s'agit de tout autre chose. Comme bien d'autres nous pensons que c'est du côté des électeurs discrets que se trouve l'explication de l'effet «ciseaux».

5. L'effet «miroir»

C'est pourquoi plutôt que de considérer la pondération au prorata, nous nous en tenons aux données brutes des sondages. Les graphiques 11 à 20 de l'annexe 2 fournissent l'illustration de l'évolution des intentions de vote déclarées pour les dix consultations tenues depuis 1970. Une première chose frappe à l'examen de ces graphiques: lorsqu'on les compare aux graphiques correspondants selon la pondération au prorata (graphiques 1 à 10), on a l'impression qu'il s'agit d'autres données, tellement les courbes ne se ressemblent pas. Pourtant les deux groupes de graphiques sont basés sur les mêmes données, pondérées au prorata dans le premier groupe, données brutes dans le second groupe. Dans les graphiques des données brutes, nous avons indiqué les résultats des élections calculés par rapport au total des électeurs inscrits, les abstentions se trouvant alors dans la même catégorie que les électeurs discrets:

cela est certes abusif, comme nous l'avons indiqué dans le début de ce texte, mais cela permet néanmoins de faire d'utiles comparaisons.

Le tableau qui suit présente les données correspondantes pour l'ensemble des sondages: on y trouve la moyenne des intentions de vote brutes pour chaque consultation, les résultats de l'élection calculés par rapport aux électeurs inscrits, ainsi que la différence entre la moyenne des sondages et les résultats des consultations. Cette fois-ci, il n'apparaît pas d'effet «ciseaux» systématique, mais par contre on remarque que le vote fédéraliste progresse par rapport aux sondages dans des proportions toujours plus fortes que le vote souverainiste.

Plus précisément, lorsque le vote fédéraliste et le vote souverainiste progressent par rapport à la moyenne des sondages, la progression du vote fédéraliste est toujours plus forte que celle du vote souverainiste (c'est le cas en 1973, 1976 et 1993). Dans d'autres consultations, le vote fédéraliste progresse par rapport à la moyenne des sondages, et le vote souverainiste recule (c'est le cas en 1970, 1980, 1981, 1985 et 1992): on retrouve alors quelque chose qui ressemble à l'effet «ciseaux». Enfin lorsque le vote fédéraliste et le vote souverainiste reculent tous les deux par rapport à la moyenne de sondages, le vote fédéraliste recule moins que le vote souverainiste (c'est le cas en 1989 et en 1994). Aucune autre combinaison ne se produit (progression du vote souverainiste et recul du vote fédéraliste, ou bien progression plus forte du vote souverainiste que du vote fédéraliste, ou bien encore recul moins fort du vote souverainiste que du vote fédéraliste).

Les graphiques 11 à 20 révèlent un autre phénomène remarquable: c'est ce que nous appelons l'effet «miroir». **Dans la plupart des consultations tenues depuis vingt-cinq ans, l'intention de vote fédéraliste varie en sens inverse du pourcentage de répondants discrets.** Ce phénomène est particulièrement frappant en 1980 et en 1994. Lorsqu'un sondage a plus de répondants discrets, l'intention de vote fédéraliste s'abaisse; et inversement, lorsque le pourcentage de répondants discrets diminue, l'intention de vote fédéraliste augmente: la courbe d'intentions de vote fédéraliste et celle du pourcentage de répondants discrets semblent être une même courbe et son image renversée dans un miroir.

Cet effet «miroir» se produit avec plus ou moins d'intensité d'une consultation à l'autre, mais opère en général sur le vote fédéraliste. C'est le cas fortement jusqu'en 1985 et en 1994; le phénomène est moins évident en 1989, 1992 et 1993.

Comparaison de la moyenne des sondages selon les données brutes
et les résultats des consultations
(calculés par rapport aux électeurs inscrits)

1970-1994

	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1970			
moyenne des sondages	24,4 %	19,8 %	22,9 %
résultats de l'élection	37,5 %	19,0 %	26,1 %
différence	+ 13,1 %	- 0,8 %	+ 3,2 %
Élection de 1973			
moyenne des sondages	35,7 %	19,6 %	13,1 %
résultats de l'élection	43,1 %	23,9 %	11,9 %
différence	+ 7,4 %	+ 4,3 %	- 1,2 %
Élection de 1976			
moyenne des sondages	21,4 %	28,2 %	14,6 %
résultats de l'élection	28,2 %	34,6 %	20,8 %
différence	+ 6,8 %	+ 6,4 %	+ 6,2 %
	NON	OUI	
Référendum de 1980			
moyenne des sondages	43,2 %	40,3 %	
résultats du référendum	50,1 %	34,0 %	
différence	+ 6,9 %	- 6,3 %	
	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1981			
moyenne des sondages	35,3 %	45,1 %	3,7 %
résultats de l'élection	37,6 %	40,2 %	3,8 %
différence	+ 2,3 %	- 4,9 %	+ 0,1 %
Élection de 1985			
moyenne des sondages	40,7 %	33,8 %	7,4 %

résultats de l'élection	41,7 %	28,8 %	4,0 %
différence	+ 1,0 %	- 5,0 %	- 3,4 %

Comparaison de la moyenne des sondages selon les données brutes
et les résultats des consultations
(calculés par rapport aux électeurs inscrits)

1970-1994 (suite)

	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1989			
moyenne des sondages	39,4 %	32,7 %	10,7 %
résultats de l'élection	36,5 %	29,3 %	7,2 %
différence	- 2,9 %	- 3,4 %	- 3,5 %
	OUI	NON	
Référendum de 1992			
moyenne des sondages	32,4 %	46,7 %	
résultats du référendum	35,1 %	45,9 %	
différence	+ 2,7 %	- 0,8 %	
	Parti libéral	Bloc québécois	Autres
Élection de 1993			
moyenne des sondages	18,2 %	32,6 %	16,6 %
résultats de l'élection	24,6 %	36,7 %	13,2 %
différence	+ 6,4 %	+ 4,1 %	- 3,4 %
	Parti libéral	Parti québécois	Autres
Élection de 1994			
moyenne des sondages	36,4 %	40,3 %	8,2 %
résultats de l'élection	35,5 %	35,8 %	8,7 %
différence	- 0,9 %	- 4,5 %	+ 0,5 %
	NON	OUI	
moyenne des sondages	49,5 %	37,5 %	
1994-1995			

Comment interpréter cet effet «miroir»? Puisque le vote fédéraliste varie inversement au pourcentage de répondants discrets, l'explication la plus simple consiste à dire qu'une forte proportion de ces répondants discrets votent finalement pour le camp fédéraliste. C'est faire l'hypothèse qu'ils auraient en fait majoritairement donné une intention de vote fédéraliste s'ils n'étaient pas discrets. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous préférons parler de répondants «discrets» plutôt que de répondants «indécis», car, comme nous l'avons montré plus haut, ils n'ont pas le profil des abstentionnistes. S'ils sont «indécis», c'est qu'il hésitent en fait majoritairement entre donner une intention de vote fédéraliste et ne pas donner leur intention de vote. Un indécis de ce type s'appelle plutôt un «discret». En affirmant cela, nous ne disons pas qu'il n'y a pas de personnes qui ne changent pas d'idée, nous disons qu'il n'y a pas beaucoup de personnes qui soient indécises. D'ailleurs dans le sondage *SONDAGEM-TVA-Le Devoir* fait au lendemain des élections de 1994, parmi les répondants ayant été voter, 68 % déclaraient avoir pris leur décision avant le début de la campagne électorale, 19 % au cours de la campagne électorale et seulement 14 % juste avant l'élection.

6. La répartition des électeurs discrets depuis 1970

Partant de cette observation, nous avons calculé pour chaque consultation et pour chaque sondage, comment il aurait fallu répartir les répondants discrets pour obtenir exactement les résultats de l'élection. Ainsi, si dans une élection particulière on appelle α la proportion de répondants discrets qui votent pour un parti P, $\alpha = (\text{vote final pour P} - \text{intention de vote pour P}) / \text{discrets}$.

Les résultats de ce calcul pour le vote péquiste, bloquiste ou souverainiste apparaissent dans le tableau suivant: dans la première colonne nous avons fait le calcul de α sur le sondage moyen de la campagne électorale, et dans la seconde colonne nous avons fait la moyenne des α obtenus pour chaque sondage séparément. Mathématiquement ces deux calculs ne concordent pas à priori (dans un cas on calcule l'inverse d'une moyenne du pourcentage de discrets, et

dans l'autre une moyenne des inverses du pourcentage de discrets), mais on remarquera que les estimations de α qui en découlent sont assez voisines.

Estimation du pourcentage d'électeurs discrets
 qui ont voté pour le Parti québécois, le Bloc québécois
 ou les options nationalistes dans les référendums
 1970-1994

Consultation	Estimation par le sondage moyen	Estimation par la moyenne des sondages
Élection de 1970	9,6 %	6,8 %
Élection de 1973	33,8 %	34,2 %
Élection de 1976	36,9 %	36,9 %
Référendum de 1980	0,8 %	-4,1 %
Élection de 1981	26,1 %	24,4 %
Élection de 1985	26,8 %	25,8 %
Élection de 1989	43,3 %	43,2 %
Référendum de 1992	47,8 %	41,5 %
Élection de 1993	51,1 %	53,1 %
Élection de 1994	29,6 %	24,1 %

On obtient des estimations du pourcentage de répondants discrets qui ont finalement appuyé les options souverainistes, estimations qui sont assez faibles, généralement inférieures à 25 %. La proportion de répondants discrets qui appuient les options souverainistes a dépassé les 40 % seulement en 1989, 1992 et 1993. Notons que ce sont des consultations au cours desquelles la question de la souveraineté n'était pas au centre du débat politique: en 1989, l'accord du Lac Meech n'était pas encore rejeté par le Canada anglais, en 1992 il s'agissait de rejeter l'entente de Charlottetown, et en 1993 d'envoyer des députés souverainistes à Ottawa. Si on fait la moyenne de toutes ces estimations (en excluant 1993), on obtient environ le quart des répondants discrets: c'est ce que nous appellerons par la suite «l'hypothèse réaliste».

On notera que ces estimations permettent d'expliquer en partie les graphiques 11 à 20: plus la proportion estimée de répondants discrets qui appuient le camp souverainiste est faible (comme en 1970 et surtout en 1980), plus l'effet «miroir» est net. Lorsque cette proportion dépasse les 40 % (comme en 1989, 1992 et 1993), l'effet «miroir» n'est plus tellement perceptible. Au référendum de 1992, il semble y avoir eu un dans un premier temps un effet «miroir» en faveur du camp fédéraliste du OUI, et à partir du début octobre un effet «miroir» très net en faveur du camp souverainiste du NON, qui finalement l'a emporté.

À partir de ces estimations, nous avons repondéré à posteriori les sondages de chaque campagne électorale à partir de l'estimation par le sondage moyen: le résultat de ces calculs est illustré dans les graphiques 21 à 30. Il s'agit en quelque sorte, par cette pondération à posteriori, de la même démarche que celle qui consiste, par exemple, à désaisonnaliser les données sur le chômage. Cette démarche consiste à éliminer le «bruit» causé par les répondants discrets, en se basant sur une pondération moyenne que l'on applique à chaque sondage séparément.

Alors que les graphiques selon la pondération au prorata (graphiques 1 à 10) faisaient apparaître toutes sortes de variations chaotiques, et notamment l'effet «ciseaux», la pondération à posteriori fait apparaître des courbes beaucoup plus régulières et l'effet «ciseaux» disparaît pratiquement. Ce lissage des courbes d'opinion publique est d'autant plus fort que la proportion d'électeurs discrets qui ont appuyé le camp souverainiste est faible, c'est-à-dire d'autant plus que l'effet «miroir» joue en faveur du camp fédéraliste. Le résultat est frappant en 1970 (graphiques 1 et 21), en 1980 (graphiques 4 et 24), en 1981 (graphiques 5 et 25), en 1985 (graphiques 6 et 26) et en 1994 (graphiques 10 et 30). En 1973 par contre (graphiques 2 et 22), ainsi qu'en 1976 (graphiques 3 et 23) la correction est très peu prononcée. Enfin en 1989 (cartes 7 et 27), 1992 (cartes 8 et 28) et 1993 (cartes 9 et 29) la correction a un effet à peu près nul puisqu'à ces trois occasions le camp souverainiste a obtenu l'appui de plus de 40 % des répondants discrets.

On notera enfin, dans les graphiques 21 à 30, que les variations d'intention de vote aux principaux partis sont le plus souvent extrêmement faibles et sont cantonnées dans une fourchette de 5 %: c'est le cas en particulier en 1970, 1973, 1981, 1985 et 1989. Ces variations se tiennent dans une fourchette inférieure à 10 % aux élections de 1976, au référendum de 1980 (à partir du début avril), et aux élections de 1994. Au référendum de 1992, le début de campagne est plus chaotique, mais à partir du début octobre il y a stabilisation des intentions de vote. Aux élections fédérales de 1993 enfin, après un début de campagne au cours de laquelle le vote des autres (principalement le Parti conservateur) s'effondre, l'intention de vote pour le Parti libéral du Canada tout comme pour le Bloc québécois ne varient pratiquement plus.

Cela confirme ce que de nombreuses études électorales ont montré: que **les campagnes électorales ont un effet relativement marginal sur la formation des opinions politiques**. Les études de Paul Lazarsfeld et Bernard Berelson aux États-Unis avaient déjà montré dans les années quarante et cinquante que près des deux-tiers des électeurs sont déjà décidés avant même le déclenchement des élections, que le quart d'entre eux se décident au cours de la campagne mais souvent en conformité avec leurs prédisposition sociopolitiques (la campagne électorale active et renforce les prédispositions partisans, car les électeurs ont une perception sélective des informations que leur fournit le débat politique), et qu'enfin tout au plus un dixième des électeurs peut être converti ou reconverti d'un camp à l'autre. Pour reprendre les mots de Lazarsfeld: «*The real doubters - the open-minded voters who make a sincere attempt to weigh the issues and the candidates dispassionately for the good of the country as a whole - exist mainly in deferential campaign propaganda, in textbooks on civics, in the movies, and in the minds of some political idealists. In real life, they are few indeed.*» (*People's Choice*). Il est intéressant de noter que ces évaluations mesurées par les chercheurs américains il y a un demi-siècle, sont encore les mêmes que celles que nous avons trouvées dans le sondage SONDAGEM-TVA-*Le Devoir* du mois d'octobre 1994 (voir plus haut).

7. Origine de l'effet «miroir»

Jusqu'à présent, nous avons mené une analyse statistique des sondages publics effectués pendant les dix consultations tenues au Québec depuis vingt-cinq ans. Cette analyse, si elle permet de mettre à jour un certain nombre de régularités dans les comportements électoraux des répondants discrets, laisse cependant dans l'ombre les éléments explicatifs de ces comportements.

Afin de donner des éléments d'explication de l'effet «miroir», il nous faut faire appel aux travaux du GROUPE (Groupe de recherches sur l'opinion publique) qui, depuis l'hiver 1992, a mené une réflexion sur l'opinion publique et sur la segmentation de l'électorat. Ce groupe, auquel participent activement Pierre-Alain Cotnoir, Pierre Drouilly, Jean-Herman Guay et Jean Noiseux, a été amené à construire un modèle explicatif des comportements électoraux. Partant de la constatation que les caractéristiques socio-économiques (sexe, âge, éducation, revenu, etc.), utilisées traditionnellement dans l'explication des comportements électoraux, ont un pouvoir explicatif relativement faible, plus faible en tout cas qu'il y a quelques décennies (seule la langue demeure encore une variable explicative majeure des comportements électoraux au Québec, puisque l'électorat nationaliste n'est composé, à peu près exclusivement, que de francophones), le GROUPE s'est tourné vers des caractéristiques psychosociales pour expliquer les attitudes politiques. Le GROUPE a été aussi motivé dans ses recherches par l'observation que les sondeurs utilisant les variables explicatives traditionnelles ont de plus en plus de difficulté à prédire les comportements effectifs au moment du vote (l'échec retentissant des sondeurs britanniques lors de la dernière élection générale en Grande-Bretagne, les errements et le flottement des prédictions des sondeurs français au cours de la dernière élection présidentielle française, ainsi que plus près de nous, il y a quelques semaines, les erreurs initiales de perspective des sondeurs ontariens ont été en ce sens des stimulants extrêmement puissants pour le groupe de réflexion).

Nous allons brièvement exposer les éléments du modèle explicatif utilisé afin de montrer par la suite ce qu'il apporte à l'explication de l'effet «miroir»: les

idées présentées ici sont le produit du travail collectif des membres du GROUPE, mais l'auteur du présent texte prend la responsabilité des erreurs ou des imperfections de l'exposé.

Dans un premier temps, il faut dépasser le niveau élémentaire qui consiste à simplement demander aux électeurs s'ils voteraient OUI ou NON au prochain référendum. Nous avons construit une **échelle d'orientation politique**, en présentant quatre options: l'indépendance, la souveraineté-association, le statut particulier et le statu quo, avec quatre niveaux d'approbation ou de désapprobation. Cela donne donc 256 combinaisons, que l'on réduit à trois attracteurs par une analyse de proximité (*cluster analysis*). Cela permet de distinguer **les fédéralistes, les souverainistes, et les centristes**, et de mesurer, au-delà des intentions de vote déclarées, les attitudes politiques sous-jacentes. Évidemment les fédéralistes et les souverainistes constituent les noyaux les plus stables des électorats libéraux et péquistes, mais le but de la démarche est de comprendre le comportement électoral des centristes. Lorsque l'on croise cette échelle d'orientation politique avec les caractéristiques socio-démographiques et socio-économiques (âge, sexe, scolarité, revenu, travail, etc.) on n'obtient pas de relations très fortes.

Au cœur du modèle réside une **échelle d'appartenance sociale** (basée sur les travaux de D. Katz et R. Kahn sur le *National Involvement Scale*): on présente aux répondants une liste d'énoncés décrivant différentes situations de la vie en société, et ceux-ci doivent indiquer leur niveau d'accord ou de désaccord. Une analyse factorielle permet d'isoler trois dimensions de l'appartenance sociale. Une **dimension symbolique** (identification à un ensemble de symboles caractérisant la collectivité), **une dimension normative** (adhésion aux règles et normes du groupe d'appartenance, «la loi et l'ordre») et enfin **une dimension fonctionnelle** (importance accordée aux bénéfices matériels tirés de l'appartenance au groupe). L'analyse montre que, parmi les francophones, les fédéralistes sont plus normatifs et peu symboliques; que les souverainistes sont plus symboliques et moins fonctionnels; et qu'enfin les centristes sont très fonctionnels et très peu normatifs. On retrouve parmi les normatifs plus de

femmes, plus de personnes âgées, plus d'inactifs et de retraités et aussi plus de non-francophones; chez les symboliques, on retrouve plus d'hommes et des personnes plus scolarisées; les fonctionnels quant à eux sont généralement moins scolarisés, plus jeunes, plus pauvres, plus précaires sur le marché du travail (travailleurs à temps partiel, étudiants, chômeurs).

Nous utilisons aussi une **échelle de solitude sociale** (basée sur les travaux menés à l'Université de Californie à Los Angeles par Russell, Peplau et Cutrona, la *UCLA Loneliness Scale*, et adaptée au contexte québécois par De Grâce, Joshi et Pelletier, trois chercheurs de l'Université Laval): ce n'est pas une échelle d'isolement individuel, mais plutôt de sentiment de solitude sociale (même si les gens isolés ressentent souvent une plus grande solitude sociale). C'est en quelque sorte une échelle d'anomie sociale: elle mesure la qualité perçue par l'individu des relations qu'il maintient avec son entourage (famille, amis, voisins, collègues de travail, etc.). C'est une échelle additive construite à partir d'un certain nombre d'énoncés auto-descriptifs mesurant l'intensité du sentiment de solitude par rapport à un ensemble de situations de la vie courante.

Enfin nous utilisons une **échelle d'estime de soi collective** (basée sur les travaux de W. Jones, mais nous avons utilisé spécifiquement une échelle développée par Luhtanen et Crocker à l'Université de New York à Buffalo, la *Collective Self-Esteem Scale*, en l'adaptant au contexte québécois), qui permet par une analyse factorielle de dégager trois aspects de l'estime de soi collective: **estime de soi comme individu** (confiance en soi), **la perception du milieu** (évaluation de la qualité du milieu social dans lequel évolue l'individu), et **l'appréciation du milieu en regard de soi** (la perception que l'individu a de l'appréciation que son milieu fait de lui).

On constate qu'un fort sentiment de solitude sociale est associé et induit une faible estime de soi, une détérioration de la perception de son entourage et une dépréciation de l'appréciation du milieu en regard de soi. Ces trois évaluations négatives génèrent à leur tour une forte **anxiété sociale**, qui pourrait provoquer une **perte de confiance en soi** et un **sentiment d'incompétence**: l'individu doute de ses propres capacités d'améliorer sa situation, évite les conflits afin de réduire

son anxiété et est porté à adopter l'opinion majoritaire ou perçue comme telle. C'est ce qu'Élisabeth Noëlle a appelé la **spirale du silence**.

Les analyses montrent que l'on trouve une plus faible estime de soi parmi les personnes ayant une plus faible scolarité, de plus faibles revenus, les jeunes (25-34 ans) et les personnes âgées (65 ans et plus), et étant dans des situations de précarité d'emploi (chômeurs, retraités, inactifs). On y retrouve les centristes au plan politique: ce sont des personnes plutôt fonctionnelles. Ce sont des catégories sociales plus fragiles socialement, et plus souvent frappées d'exclusion sociale. C'est sur elles que s'exercent les pressions à la conformité et au statu quo.

Enfin, le modèle incorpore une **échelle de perception nationaliste** qui incorpore quatre dimensions de la construction d'un Québec souverain: la première dimension est juridique («le Québec a le droit d'exercer sa souveraineté»), la seconde est politique («il n'est pas possible de réformer le fédéralisme canadien de façon à satisfaire à la fois le Québec et le reste du Canada»), la troisième est économique («le Québec dispose des ressources humaines et matérielles pour devenir souverain»), et la quatrième dimension est conjoncturelle («la souveraineté du Québec est réalisable à court terme»). Une analyse discriminante permet de conclure que les réponses à ces quatre éléments permettent de prédire le vote référendaire à 85 %. En fait, plus on donne de réponses affirmatives à ces quatre éléments, plus on a de chances de voter OUI. De ces quatre dimensions, la dimension politique apparaît comme la plus discriminante, mais toutes les quatre s'articulent à la notion d'État, reconnu ici comme ensemble institutionnel ou comme acteur agissant à travers un réseau de possibilités et de contraintes. À cette échelle de perception nationaliste, s'ajoutent une **échelle d'identification nationale** («se sentir Canadien, Canadien-français ou Québécois») et une **échelle de perception des différences** entre Canadiens et Québécois (l'échelle est basée sur un ensemble d'éléments de la vie sociale). Par ailleurs, les répondants doutent d'autant plus du droit du Québec à exercer sa souveraineté et de l'existence de ses ressources humaines et matérielles pour être souverain, qu'ils ont un fort sentiment d'attachement au Canada: ce sont aussi ceux que l'on a identifiés comme centristes, fonctionnels, ressentant une

grande solitude sociale parce qu'ils sont précaires et exclus socialement. Cette tranche de l'électorat est plus vulnérable aux arguments négatifs et aux campagnes de peur.

Jusqu'en 1980 le discours souverainiste était porté par deux vecteurs principaux: **la question de la langue et le rôle de l'État**. Quinze ans plus tard, ces deux thèmes ont été mis de côté. La loi 101 donne l'impression d'une relative sécurité linguistique, et en tout cas la situation du français n'apparaît plus aussi menacée qu'elle l'était il y a vingt ou trente ans. Par ailleurs le discours néo-conservateur sur la nécessité de réduire le rôle de l'État en ces temps de dette publique croissante et de déficits budgétaires cumulatifs, a eu pour effet que l'État n'est plus perçu comme l'instrument privilégié du développement collectif. Si la souveraineté apparaissait, depuis les années soixante, essentiellement comme le moyen de préserver le fait français au Québec et de construire un État québécois comme outil collectif de développement, aujourd'hui beaucoup de citoyens se demandent bien pourquoi faire l'indépendance du Québec: surtout ceux qui sont les plus fonctionnels, mais nous l'avons vu, ce sont aussi ceux qui sont susceptibles de ressentir un plus grand sentiment de solitude sociale car ils sont plus précarisés socialement, ce qui les amène à une estime de soi collective plus faible et donc à des doutes plus sérieux sur le projet souverainiste.

C'est ce segment de l'électorat que vise la stratégie des fédéralistes, qui s'adresse à la partie politiquement la plus fragile de l'électorat, celle qui est socialement la plus précaire. Cette stratégie est incontournable, et depuis vingt-cinq ans le mouvement souverainiste se bute contre elle.

Qu'en est-il maintenant des électeurs discrets? Pourquoi basculent-ils plus souvent dans le camp fédéraliste que dans le camp souverainiste? Bien entendu certains d'entre eux sont prédisposés à adhérer au camp fédéraliste: les non-francophones qui votent massivement contre le camp souverainiste quelque soit le contexte politique, et aussi les personnes âgées en surnombre parmi les discrets. Mais ces deux facteurs n'expliquent pas le déséquilibre si prononcé en faveur du camp fédéraliste au moment du vote.

Les répondants discrets ne sont pas majoritairement fédéralistes: en fait les deux-tiers d'entre eux sont plutôt centristes. Ils perçoivent peu de différences entre Canadiens et québécois, et sur l'échelle de perception nationaliste ils occupent une position intermédiaire. Ils ont une assez bonne estime de soi, mais une perception plutôt négative de leur milieu, et une partie importante d'entre eux a un fort sentiment de solitude sociale. Mais ce qui distingue surtout les répondants discrets c'est leur sentiment d'appartenance sociale: ils sont peu normatifs, absolument pas symboliques, et **très fortement fonctionnels**. Pour schématiser, ce sont des personnes peu doctrinaires (ni fédéralistes, ni souverainistes), pragmatiques, dont le sentiment d'appartenance à un groupe est davantage lié aux bénéfices matériels qu'ils en retirent: ces personnes changent plus facilement d'idée. On retrouve parmi eux plus de personnes faiblement scolarisées, en précarité d'emploi, et vivant des situations d'exclusion sociale. Ces situations d'exclusion sociale induisent un sentiment accru de solitude sociale qui provoque d'une part une détérioration de l'estime de soi et de la perception du milieu, une augmentation de l'anxiété et une plus grande vulnérabilité aux arguments de peur, et d'autre part une perte de confiance dans sa propre opinion (spirale du silence) et l'adoption de l'opinion perçue comme majoritaire. Ces centristes fonctionnels se rabattent sur le choix le moins engageant et le plus rassurant (le statu quo) non pas tellement par choix positif (ils ne sont pas fédéralistes), mais plutôt par prudence (ou par crainte) et en conformité avec l'opinion perçue comme majoritaire. Ils ne sont pas «indécis» au sens où on l'est lorsqu'on hésite entre deux choix parce qu'on a de la difficulté à évaluer clairement les avantages et les inconvénients des différentes options. Ils se situent davantage dans un «non-choix», et ils deviennent «discrets», car ils tombent dans la spirale du silence. Au moment du choix final, ils se rabattent finalement sur la solution de plus grande facilité, le statu quo: on peut évaluer ce segment de l'électorat à environ 15-20 %, soit près du quart de l'électorat francophone.

Une bonne partie d'entre eux a opté pour le rejet des ententes de Charlottetown en 1992 (le projet proposé comportait trop de risques et «à ce prix-là, c'était NON!»), et appuyé le Bloc québécois en 1993 (il s'agissait d'envoyer une

équipe pour défendre les *intérêts* du Québec à Ottawa). Mais dans la plupart des autres consultations tenues au Québec depuis 1970, il ont opté très massivement pour la prudence et refusé d'appuyer le Parti québécois. Cela a été particulièrement vrai au référendum de 1980: et cela explique d'ailleurs pourquoi le NON a eu une si triste victoire, et si peu triomphaliste. Ce n'était pas un choix positif de l'option Canada (choix qui peut être très légitime): c'était plutôt le refus d'un défi, plus par crainte que par choix. D'où le sentiment confus de malaise au lendemain de la victoire du NON.

L'état de l'opinion publique depuis un an nous fait craindre de revivre la même situation, car les sondages nous révèlent qu'actuellement l'effet «miroir» se reproduit en faveur du camp du NON.

8. Analyse de l'opinion publique 1994-1995

Les résultats bruts des sondages publics préréférendaires depuis un an sont donnés au tableau 11 de l'annexe 1, et la répartition au prorata des répondants discrets est effectuée dans le graphique 31 de l'annexe 2.

Le graphique 32, par contre, illustre l'évolution de l'opinion publique depuis un an à partir des données brutes des sondages: intentions de vote pour le OUI et pour le NON ainsi que répondants discrets. Nous ne connaissons la répartition des répondants discrets que le lendemain du référendum, mais néanmoins d'ici là on peut faire quelques remarques sur l'évolution de l'opinion publique référendaire.

Après avoir atteint un creux (à 30 %) au moment de l'élection de 1994, l'option souverainiste connaît une légère remontée à l'automne 1994 pour atteindre un premier palier (un peu plus de 40 %) en janvier 1995 (CROP-*L'Actualité*). À partir de là, s'amorce pour le camp du OUI une lente descente jusqu'au début avril à un niveau proche des 30 %. Le virage politique pris par le camp souverainiste fait remonter le camp du OUI à partir de la mi-avril, pour atteindre un sommet à un peu plus de 45 % au cours du mois de juin. Mais depuis la mi-juin, le OUI connaît de nouveau un plafonnement, si ce n'est un début de plongeon (sondages CROP et Angus Reid de fin juin).

Le mouvement des intentions de vote pour le NON semble sur la même période connaître des fluctuations désordonnées (il grimpe à 57 % dans le CROP-*Radio-Canada* de février et à 58 % dans le CROP-*La Presse* d'avril), mais il descend aux alentours de 40 % dans le Léger & Léger-*Le Journal de Montréal* de mai ainsi que dans le CROP-*La Presse* de juin.

En fait ce que révèle le graphique 32 c'est que depuis un an l'effet «miroir» joue en faveur du camp du NON: la courbe des intentions de vote pour le NON est l'image presque parfaitement inversée de la courbe du pourcentage d'électeurs discrets. Compte tenu de l'expérience des dix consultations tenues depuis 1970, cela est une forte indication que les électeurs discrets vont se rabattre massivement dans le camp du NON.

9. Interprétation des sondages et anticipation des résultats du référendum

Comme nous ne connaissons pas la proportion de répondants discrets qui vont appuyer le OUI au prochain référendum, nous devons donc raisonner à partir d'hypothèses: **une hypothèse optimiste postule que le tiers des répondants discrets votent OUI, une hypothèse réaliste postule que le quart des répondants discrets votent OUI, et enfin une hypothèse pessimiste postule que le cinquième des répondants discrets votent OUI.** Ces hypothèses sont basées sur l'analyse des dix consultations antérieures, et notamment sur celle du référendum de 1980, et sur l'observation qu'actuellement l'effet «miroir» joue en faveur du camp du NON.

Dans le tableau qui suit, nous avons appliqué ces trois hypothèses aux sondages préréférendaires rendus publics depuis un an, et les graphiques 33 à 35 de l'annexe 2 illustrent ce tableau. Dans les trois hypothèses, le OUI obtient des résultats inférieurs à 50 %, même dans les sondages postérieurs au virage politique du camp souverainiste, ou ceux postérieurs à l'entente PQ-BQ-ADQ. Son score se situe en règle générale entre 40 % et 45 % sauf pour les sondages de la mi-mai à la mi-juin.

Répartition des répondants discrets
selon les hypothèses pessimiste, réaliste et optimiste

Sondages préréférendaires

1994-1995

Sondage	Résultats bruts			Hypothèse pessimiste		Hypothèse réaliste		Hypothèse optimiste	
	NON	OUI	Discr	NON	OUI	NON	OUI	NON	OUI
CROP (2/8)	54,0	38,0	8,0	60,4	39,6	60,0	40,0	59,3	40,7
SONDAGEM (18/8)	49,2	36,0	14,8	61,0	39,0	60,3	39,7	59,1	40,9
CROP (24/8)	53,0	37,0	10,0	61,0	39,0	60,5	39,5	59,7	40,3
ANGUS REID (1/9)	59,0	34,0	7,0	64,6	35,4	64,3	35,8	63,7	36,3
SONDAGEM (4/9)	50,2	36,7	13,1	60,7	39,3	60,0	40,0	58,9	41,1
SOM (8/9)	56,0	30,0	14,0	67,2	32,8	66,5	33,5	65,3	34,7
SONDAGEM (3/10)	48,5	29,4	22,1	66,2	33,8	65,1	34,9	63,2	36,8
SOM (7/10)	49,0	34,0	17,0	62,6	37,4	61,8	38,3	60,3	39,7
CROP (9/1)	45,0	42,0	13,0	55,4	44,6	54,8	45,3	53,7	46,3
mégasondage (19/1)	43,0	37,0	20,0	59,0	41,0	58,0	42,0	56,3	43,7
LÉGER & LÉGER(23/1)	46,0	40,5	13,5	56,8	43,2	56,1	43,9	55,0	45,0
CROP (8/2)	57,0	38,0	5,0	61,0	39,0	60,8	39,3	60,3	39,7
LÉGER & LÉGER(21/2)	47,4	37,8	14,8	59,2	40,8	58,5	41,5	57,3	42,7
LÉGER & LÉGER(22/3)	44,9	36,5	18,6	59,8	40,2	58,9	41,2	57,3	42,7
SOM (27/3)	48,0	38,0	14,0	59,2	40,8	58,5	41,5	57,3	42,7
SOM (5/4)	46,0	32,0	22,0	63,6	36,4	62,5	37,5	60,7	39,3
CROP (6/4)	58,0	32,0	10,0	66,0	34,0	65,5	34,5	64,7	35,3
CUC (4/4)	55,0	39,0	6,0	59,8	40,2	59,5	40,5	59,0	41,0
LÉGER & LÉGER(24/5)	39,4	44,7	15,9	52,1	47,9	51,3	48,7	50,0	50,0
LÉGER & LÉGER(20/6)	48,6	46,3	5,1	52,7	47,3	52,4	47,6	52,0	48,0
CROP (25/6)	41,0	45,0	14,0	52,2	47,8	51,5	48,5	50,3	49,7

ANGUS REID (30/6)	51,0	42,0	7,0	56,6	43,4	56,3	43,8	55,7	44,3
sondage moyen	49,5	37,5	13,0	59,9	40,1	59,2	40,8	58,1	41,9

En fait, sur la base de la présente analyse, rien n'indique que le OUI puisse facilement gagner le référendum. La question que l'on peut se poser maintenant est: à quelles conditions, dans le cadre des trois hypothèses retenues, un sondage pourrait indiquer une victoire probable du OUI?

Généralement on entend dire que s'il existe un écart favorable au OUI, et si cet écart est suffisant, le OUI a de bonnes chances de l'emporter. Habituellement on parle d'un écart de 5 %. Évidemment, si l'on effectue une pondération au prorata des répondants discrets, tout sondage qui met le OUI en avance sur le NON amène à la conclusion que le OUI devrait l'emporter. Depuis un an deux sondages seulement on donné ce résultat: le Léger & Léger-*Le Journal de Montréal* du mois de mai (OUI 44,7 %, NON 39,4 %) et le CROP-*La Presse* de juin (OUI 45 % et NON 41 %).

Mais si la répartition des électeurs discrets ne se fait pas proportionnellement, et la centaine de sondages effectués au cours des dix dernières consultations semble l'indiquer clairement, alors **ce n'est pas l'écart entre le OUI et le NON qui est déterminant pour anticiper une victoire du OUI, mais aussi la proportion de répondants discrets**: ainsi un écart entre le OUI et le NON de 5 %, exige pour une victoire du OUI que le pourcentage de répondants discrets soit d'au moins 15 % si le tiers de ces répondants discrets appuient le OUI (un tiers de 15 % égale 5 % auxquels s'ajoutent les 5 % d'écart, ce qui totalise 10 %, et annule les deux-tiers de 15 % de discrets qui iront au NON).

En fait, on remarque que le pourcentage de OUI, de NON, de répondants discrets, ainsi que l'écart entre le OUI et NON sont liés. Si l'on appelle D le pourcentage de répondants discrets, O et N les pourcentages pour le OUI et le NON respectivement, Δ l'écart entre le OUI et le NON, et α la proportion de répondants discrets qui appuieront le OUI, on a un certain nombre de relations simples:

$$O + N + D = 100 \%$$

$$\Delta = O - N$$

et le vote final sera de

$$O + \alpha D \text{ pour le OUI}$$

et de

$$N + (1 - \alpha) D \text{ pour le NON.}$$

Pour que le vote final au OUI soit supérieur à 50 %, il faut donc que:

$$\Delta > (1 - 2\alpha) D$$

ou encore que:

$$O > 50 \% - \alpha D$$

Mais cela est équivalent à dire qu'il faut que:

$$D > (50 \% - O) / \alpha$$

$$N < 100 \% - O - D$$

Afin de rendre ces différentes formules utilisables simplement, nous avons calculé pour des valeurs du OUI allant de 50 % à 40 %, quel doit être le pourcentage minimum du nombre de discrets, ou de manière équivalente, quel doit être le pourcentage maximum pour le NON, ou encore de façon équivalente, quel doit être l'écart minimum entre le OUI et le NON pour que l'on puisse être raisonnablement assurés que le OUI va gagner: dans les trois tableaux qui suivent ces calculs ont été faits suivant les hypothèses optimiste (un tiers des discrets pour le OUI), réaliste (un quart des discrets pour le OUI) et pessimiste (un cinquième des discrets pour le OUI).

Évidemment, si dans un sondage plus de la moitié des répondants affirment avoir l'intention de voter OUI, le OUI sera gagnant quelque soit la proportion d'électeurs discrets: ce serait la situation d'extrême sécurité pour le camp souverainiste. Cela ne s'est produit dans aucun sondage depuis un an, mais cela s'est produit pour le NON dans plusieurs sondages lors de la campagne référendaire de 1992. Par ailleurs, si dans un sondage le NON obtient plus que le OUI, quelque soit le pourcentage d'électeurs discrets, la victoire est assurée au NON.

En dessous de 40 % pour le OUI, cette règle de calcul donne des valeurs pour le nombre d'indécis et pour le NON qui relèvent de la politique fiction dans

l'état actuel de l'opinion publique québécoise, ou même qui sont logiquement impossibles (plus de 100 % lorsque l'on additionne les OUI, les NON et les discrets).

Pour les valeurs du OUI comprises entre 40 % et 50 %, les tables qui suivent donnent les valeurs correspondantes, et équivalentes, pour les pourcentages de répondants discrets, de NON et pour l'écart entre le OUI et le NON.

**Grille de lecture des sondages
pour être raisonnablement assurés
d'une victoire du OUI**

Hypothèse optimiste (un tiers des discrets au OUI)

Si, dans un sondage, le OUI a...	...il faut que le nombre de discrets soit supérieur à...	...ou encore il faut que le NON ait moins de...	...c'est-à-dire que l'écart entre le OUI et le NON doit être supérieur à...
plus de 50 %	0 %	50 %	0 %
49 %	3 %	48 %	1 %
48 %	6 %	46 %	2 %
47 %	9 %	44 %	3 %
46 %	12 %	42 %	4 %
45 %	15 %	40 %	5 %
44 %	18 %	38 %	6 %
43 %	21 %	36 %	7 %
42 %	24 %	34 %	8 %
41 %	27 %	32 %	9 %
40 %	30 %	30 %	10 %

**Grille de lecture des sondages
pour être raisonnablement assurés
d'une victoire du OUI**

Hypothèse réaliste (un quart des discrets au OUI)

Si, dans un sondage, le OUI a...	...il faut que le nombre de discrets soit supérieur à...	...ou encore il faut que le NON ait moins de...	...c'est-à-dire que l'écart entre le OUI et le NON doit être supérieur à...
plus de 50 %	0 %	50 %	0 %
49 %	4 %	47 %	2 %
48 %	8 %	44 %	4 %
47 %	12 %	41 %	6 %
46 %	16 %	38 %	8 %
45 %	20 %	35 %	10 %
44 %	24 %	32 %	12 %
43 %	28 %	29 %	14 %
42 %	32 %	26 %	16 %
41 %	36 %	23 %	18 %
40 %	40 %	20 %	20 %

**Grille de lecture des sondages
pour être raisonnablement assurés
d'une victoire du OUI**

Hypothèse pessimiste (un cinquième des discrets au OUI)

Si, dans un sondage, le OUI a...	...il faut que le nombre de discrets soit supérieur à...	...ou encore il faut que le NON ait moins de...	...c'est-à-dire que l'écart entre le OUI et le NON doit être supérieur à...
plus de 50 %	0 %	50 %	0 %
49 %	5 %	46 %	3 %
48 %	10 %	42 %	6 %
47 %	15 %	38 %	9 %
46 %	20 %	34 %	12 %
45 %	25 %	30 %	15 %
44 %	30 %	26 %	18 %
43 %	35 %	22 %	21 %
42 %	40 %	18 %	24 %
41 %	45 %	14 %	27 %
40 %	50 %	10 %	30 %

Conclusion

L'analyse que nous venons de faire essaie d'expliquer, dans le fond, pourquoi dans à peu près toutes les consultations depuis maintenant quinze ans, le sympathisant souverainiste a toujours un sentiment de déception. Au référendum de 1980, nous espérions au moins une nette victoire du OUI chez les francophones: ce fut à toutes fins utiles un match nul parmi les francophones, et un résultat global de 60 % à 40 % en faveur du NON. En 1992, nous espérions que le NON à Charlottetown obtiendrait au moins autant que le NON en 1980: il plafonna cependant à 56,7 %. En 1993, nous espérions que le Bloc québécois ferait au moins aussi bien que le NON à Charlottetown: il n'atteignit pas les 50 %. En 1994 enfin, nous espérions que le Parti québécois fasse au moins aussi bien que le Bloc québécois: il n'atteignit pas les 45 %, quelques 15.000 voix à peine en avance sur le Parti libéral. Bien entendu, la polarisation linguistique du vote donne un bonus au camp fédéraliste et impose un lourd handicap au camp souverainiste. Mais même en tenant compte de cette polarisation, on a toujours l'impression que le vote souverainiste est comme ralenti par une force d'inertie qui freine son élan, tel que le mesurent les sondages en campagne électorale. C'est le comportement des répondants discrets qui nous semble aujourd'hui la meilleure explication de ce sentiment étrange que les soirées électorales provoquent auprès des sympathisants souverainistes, même lorsqu'ils gagnent, comme en 1992 ou en 1994.

En analysant l'évolution de l'opinion publique depuis un an, et en particulier les électeurs discrets, nous avons acquis l'intime conviction que les conditions ne sont pas réunies pour être raisonnablement assurés d'une victoire du OUI. Nous avons même acquis l'intime conviction que le OUI se dirige vers une défaite à peu près certaine.

Évidemment, en ces matières il n'y a pas de certitude absolue. Le camp du OUI peut tout d'un coup voir son vote s'amplifier, ou bien les répondants discrets peuvent tout d'un coup se tourner vers le OUI à la dernière minute. Et il peut tout aussi bien ne pas neiger l'hiver prochain! Mais l'expérience passée, depuis

maintenant 25 ans et au cours de dix consultations différentes, nous enseignent que ce type de revirement de l'opinion publique est pratiquement inexistant, et que lorsque l'on a l'impression qu'il y a eu des retournements brusques d'opinion dans les sondages, c'est généralement parce que l'on interprète mal ces sondages. Nous avons essayé de proposer ici une analyse plus fine des sondages, que l'analyse qui se base sur une pondération proportionnelle des indécis, et qui nous semble trop grossière.

Nous pouvons aussi nous tromper dans notre analyse, mais pour nous convaincre de cela, il faudrait nous proposer une autre analyse qui ne soit pas fondée sur la pensée magique et sur des incantations inspirées par le volontarisme politique. Pour tout dire, nous serions incroyablement heureux de nous tromper. Malheureusement, comme l'a déjà dit quelqu'un, «la réalité est moins progressiste que certains de nos camarades». C'est ce que nous enseignent l'histoire, et ce que nous suggère le bon sens, qui cette fois-ci est le sens commun: dans tous les sondages, depuis un an, une immense majorité de Québécois et de Québécoises pensent que le NON va l'emporter. C'est déjà une condition suffisante pour qu'il l'emporte.

Il est des choses qu'il n'est pas toujours agréable d'entendre, et ces choses, il n'est pas toujours facile de les dire. Nous pensons qu'il était de notre devoir, en tant qu'intellectuel, de le faire.

Annexe 1

Résultats des sondages publics

1970-1995

Données brutes

Tableau 1

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1970 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	P.Q.	Autres	Discrets
IQOP (mars)	18,8	13,9	22,2	45,1
CROP (8-12 avr.)	25,6	24,9	27,2	22,3
Lemieux (6-13 avr.)	21,7	18,4	17,0	42,9
Regenstreif (13-18 avr.)	32,0	23,0	26,0	19,0
CROP (15-20 avr.)	24,0	19,0	22,0	35,0
ÉLECTION (29 avril 1970)	45,4	23,0	31,6	

Tableau 2

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1973 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	P.Q.	Autres	Discrets
---------	------	------	--------	----------

CROP (30 sept.-3 oct.)	37,5	18,7	15,4	28,4
INCI-Lemieux (8-12 oct.)	34,4	19,1	9,7	36,8
CROP (18-22 oct.)	35,2	21,1	14,3	29,4
ÉLECTION (29 octobre 1973)	54,6	30,3	15,1	

Tableau 3

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1976 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	P.Q.	Autres	Discrets
CROP (25-31 oct.)	22,8	31,3	16,1	29,8
IQOP (1-3 nov.)	25,6	23,7	13,5	37,2
INCI-Pinard (1-5 nov.)	15,9	29,5	14,2	40,4
ÉLECTION (15 novembre 1976)	33,7	41,4	24,9	

Tableau 4

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1980 (résultats bruts)

SONDAGE	NON	OUI	Discrets
IQOP (20-22 déc.)	47,2	36,5	16,3
CROP (29 janv.-15 fév.)	52,0	41,0	7,0
IQOP (7-11 mars)	43,6	47,4	9,0
CROP (26 mars-7 avr.)	44,0	44,0	12,0
IQOP (14-16 avr.)	40,9	41,2	17,9
GOLDFARB (15-21 avr.)	36,0	38,0	26,0
THOMPSON(mi-avril)	40,9	41,2	17,9
CROP (26 avr.-3 mai)	45,5	39,6	14,9
IQOP (4-6 mai)	40,0	37,0	23,0
INCI-Pinard (4-9 mai)	49,0	37,0	14,0
IQOP (12-14 mai)	36,5	40,4	23,1
RÉFÉRENDUM (20 mai 1980)	59,6	40,4	

Tableau 5

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1981 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	P.Q.	Autres	Discrets
CROP (13-20 mars)	32,0	41,0	3,0	24,0
SORÉCOM (18-22 mars)	37,4	45,1	5,1	12,4
SORÉCOM (30 mars-5 avr.)	36,7	45,4	3,8	14,1
CROP (1-5 avr.)	35,0	49,0	3,0	13,0
ÉLECTION (13 avril 1981)	46,1	49,3	4,7	

Tableau 6

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1985 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	P.Q.	Autres	Discrets
CROP (22-28 oct.)	40,0	37,0	7,0	16,0
IQOP (24-28 oct.)	37,0	31,0	9,0	23,0
SORÉCOM (28-31 oct.)	37,0	30,0	10,0	23,0
CRÉATEC (4-7 nov.)	43,0	36,0	5,0	16,0
CROP (8-10 nov.)	42,0	37,0	6,0	15,0
Jolicœur-Lemieux (6-18 nov.)	37,0	33,0	8,0	22,0
SORÉCOM (11-19 nov.)	42,0	35,0	6,0	17,0
IQOP (18-22 nov.)	38,0	31,0	8,0	23,0
CROP (22-24 nov.)	44,0	32,0	5,0	19,0
SORÉCOM (21-26 nov.)	43,0	35,0	8,0	14,0
CRÉATEC (25-27 nov.)	45,0	35,0	9,0	11,0

ÉLECTION (2 décembre 1985)	56,0	38,7	5,4
-----------------------------------	-------------	-------------	------------

Tableau 7

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1989 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	P.Q.	Autres	Discrets
CROP (1 août-5 sept.)	42,0	31,0	10,0	17,0
LÉGER & LÉGER (5-7 sept.)	36,0	31,0	10,0	23,0
Lepage (5-11 sept.)	40,0	34,0	10,0	16,0
SORÉCOM (6-13 sept.)	39,0	34,0	11,0	16,0
CROP (14-17 sept.)	39,0	30,0	9,0	22,0
SORÉCOM (14-20 sept.)	38,0	33,0	13,0	16,0
LÉGER & LÉGER (18-20 sept.)	42,0	36,0	12,0	10,0
ÉLECTION (25 septembre 1989)	50,0	40,1	9,9	

Tableau 8

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1992 (résultats bruts)

SONDAGE	OUI	NON	Discrets
CROP (24 août)	30,0	37,0	33,0
LÉGER & LÉGER (24-25 août)	32,0	36,0	32,0
CROP (25-28 août)	37,0	41,0	22,0
SOM (2-6 sept.)	34,0	39,0	27,0
LÉGER & LÉGER (9 sept.)	31,0	41,0	28,0
LÉGER & LÉGER (15-16 sept.)	25,0	43,0	32,0
CROP (16-19 sept.)	38,0	46,0	16,0
LÉGER & LÉGER (22-23 sept.)	23,0	43,0	34,0
CROP (23-26 sept.)	37,0	49,0	14,0
LÉGER & LÉGER (29-30 sept.)	29,0	43,0	28,0
CRÉATEC (29 sept.-1 oct.)	27,0	40,0	33,0
MULTI-RÉSO (25 sept.-3 oct.)	34,0	44,0	22,0
CROP (30 sept.-3 oct.)	34,0	53,0	13,0
LÉGER & LÉGER (6-7 oct.)	33,0	58,0	9,0
CROP (7-10 oct.)	34,0	50,0	16,0
ANGUS REID (12-15 oct.)	35,0	55,0	10,0
LÉGER & LÉGER (14-15 oct.)	37,0	57,0	6,0
CROP (14-17 oct.)	36,0	53,0	11,0
MULTI-RÉSO (15-18 oct.)	31,0	46,0	23,0
SOM (16-20 oct.)	28,0	46,0	26,0
CROP (19-22 oct.)	31,0	52,0	17,0
LÉGER & LÉGER (20-22 oct.)	37,0	55,0	8,0
RÉFÉRENDUM (26 octobre 1992)	43,3	56,7	

Tableau 9

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1993 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	B.Q.	Autres	Discrets
LÉGER & LÉGER (7-8 sept.)	19,8	31,2	25,1	24,0
SOM (7-9 sept.)	15,4	28,0	26,6	30,0
ANGUS REID (15-16 sept.)	16,7	37,8	33,4	12,0
CROP (17-22 sept.)	20,9	39,2	27,0	13,0
LÉGER & LÉGER (20-23 sept.)	18,2	28,0	18,9	35,0
SOM (24-28 sept.)	16,1	29,5	21,4	33,0
MULTI-RÉSO (1-11 oct.)	17,3	33,3	13,4	36,0
SOM (30 sept.-3 oct.)	17,2	30,4	18,5	34,0
SOM (1-4 oct.)	17,2	29,0	19,8	34,0
SOM (2-5 oct.)	16,6	30,1	17,3	36,0
SOM (3-6 oct.)	17,6	29,6	15,8	37,0
SOM (4-7 oct.)	17,3	32,0	14,7	36,0
SOM (5-8 oct.)	18,0	30,4	13,6	38,0
SOM (6-9 oct.)	17,6	31,5	13,9	37,0
SOM (7-10 oct.)	17,3	33,3	13,4	36,0
SOM (8-11 oct.)	16,7	31,0	14,3	38,0
SOM (9-12 oct.)	16,4	32,8	13,9	37,0
CROP (7-13 oct.)	22,7	34,8	13,5	29,0
SOM (10-13 oct.)	17,9	32,0	14,1	36,0
SOM (11-14 oct.)	19,2	32,0	12,8	36,0
SOM (12-15 oct.)	19,8	33,0	13,2	34,0
SOM (13-16 oct.)	18,9	32,1	12,0	37,0
SOM (14-17 oct.)	18,3	32,1	12,6	37,0
SOM (15-18 oct.)	17,9	35,2	10,9	36,0
SOM (16-19 oct.)	17,9	34,6	11,5	36,0

SOM (17-20 oct.)	17,9	35,2	10,9	36,0
LÉGER & LÉGER (19-20 oct.)	25,7	42,3	14,9	17,0
ÉLECTION (25 octobre 1993)	33,0	49,3	17,7	

Tableau 10

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1994 (résultats bruts)

SONDAGE	P.L.	P.Q.	Autres	Discrets
CROP (28 juil.-2 août)	40,0	41,0	6,0	13,0
SONDAGEM (13-18 août)	37,4	40,6	4,3	17,7
CROP (18-24 août)	39,0	42,0	9,0	10,0
ANGUS REID (30 août-1 sept.)	37,0	47,0	9,0	7,0
SONDAGEM (30 août-3 sept.)	31,5	40,5	10,3	17,7
CROP (1-3 sept.)	39,0	37,0	10,0	14,0
SOM (6-8 sept.)	31,0	34,0	9,0	26,0
ÉLECTION (12 septembre 1994)	44,4	44,8	10,9	

Tableau 11

SONDAGES ÉLECTORAUX DE 1994-1995 (résultats bruts)

SONDAGE	NON	OUI	Discrets
CROP (28 juil.-2 août)	54,0	38,0	8,0
SONDAGEM (13-18 août)	49,2	36,0	14,8
CROP (18-24 août)	53,0	37,0	10,0
ANGUS REID (30 août-1 sept.)	59,0	34,0	7,0
SONDAGEM (30 août-4 sept.)	50,2	36,7	13,1
SOM (6-8 sept.)	56,0	30,0	14,0
SONDAGEM (24 sept.-3 oct.)	48,5	29,4	22,1
SOM (7 déc.)	49,0	34,0	17,0
CROP (5-9 janv.)	45,0	42,0	13,0
mégasondage (11-19 janv.)	43,0	37,0	20,0
LÉGER & LÉGER (19-23 janv.)	46,0	40,5	13,5
CROP (2-8 fév.)	57,0	38,0	5,0
LÉGER & LÉGER (17-21 fév.)	47,4	37,8	14,8
LÉGER & LÉGER (16-22 mars)	44,9	36,5	18,6
SOM (22-27 mars)	48,0	38,0	14,0
SOM (30 mars-5 avr.)	46,0	32,0	22,0
CROP (6 avril)	58,0	32,0	10,0
CUC (11 mars-4 avr.)	55,0	39,0	6,0
LÉGER & LÉGER (18-24 mai)	39,4	44,7	15,9
LÉGER & LÉGER (15-20 juin)	48,6	46,3	5,1
CROP (15-25 juin)	41,0	45,0	14,0
ANGUS REID (30 juin)	51,0	42,0	7,0

Annexe 2

Résultats des sondages publics

1970-1995

Graphiques

Tableau
Sondages de la campagne référendaire 1995

SONDAGE	Résultats bruts			Pondération proportionnelle		Pondération réaliste	
	NON	OUI	DISCRETS	NON	OUI	NON	OUI
LÉGER & LÉGER (23/8)	45,3	44,4	10,3	50,5	49,5	53,0	47,0
CROP (5/9)	38,0	47,0	15,0	44,7	55,3	49,3	50,8
LÉGER & LÉGER (8/9)	42,9	43,8	13,3	49,5	50,5	52,9	47,1
SOM (12/9)	45,0	37,0	18,0	54,9	45,1	58,5	41,5
COMPAS (14/9)	40,0	36,0	24,0	52,6	47,4	58,0	42,0
CREATEC (19/9)	46,2	38,8	15,0	54,4	45,6	57,5	42,6
DECIMA (25/9)	41,9	40,3	17,8	51,0	49,0	55,3	44,8
CROP (25/9)	47,0	39,0	14,0	54,7	45,3	57,5	42,5
SOM (25/9)	48,0	39,0	13,0	55,2	44,8	57,8	42,3
ANGUS REID (27/9)	45,0	41,0	14,0	52,3	47,7	55,5	44,5
LÉGER & LÉGER (28/9)	45,1	43,8	11,1	50,7	49,3	53,4	46,6
LEPAGE-P.Q. (29/9)	45,7	44,3	10,0	50,8	49,2	53,2	46,8
LÉGER & LÉGER (4/10)	43,7	42,9	13,4	50,5	49,5	53,8	46,3
LEPAGE-PQ (9/10)	42,0	45,0	13,0	48,3	51,7	51,8	48,3
CRÉATEC-PLQ (11/10)	48,8	43,2	8,0	53,0	47,0	54,8	45,2
LÉGER & LÉGER.(12/10)	42,4	45,0	12,6	48,5	51,5	51,9	48,2
GALLUP (12/10)	43,0	39,0	18,0	52,4	47,6	56,5	43,5
SOM (16/10)	43,4	42,9	13,7	50,3	49,7	53,7	46,3
CROP (16/10)	42,6	43,6	13,8	49,4	50,6	53,0	47,1
ANGUS REID (18/10)	43,6	45,4	11,0	49,0	51,0	51,8	48,2
LÉGER & LÉGER (20/10)	42,2	45,8	12,0	48,0	52,0	51,2	48,8
CROP (23/10)	42,2	44,5	13,3	48,7	51,3	52,2	47,8
ANGUS REID (25/10)	40,0	44,0	16,0	47,6	52,4	52,0	48,0
SOM (25/10)	40,0	46,0	14,0	46,5	53,5	50,5	49,5

LÉGER & LÉGER (26/10)	41,4	46,8	11,8	46,9	53,1	50,3	49,8
RÉFÉRENDUM	46,4	45,4	6,5	50,6	49,4	50,6	49,4

